

## **Logement : où s'arrêtera la sauvagerie ?**

Yankel FIJALKOW

Sociologue, Professeur à l'Ecole Nationale d'Architecture Paris Val de Seine  
Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement CNRS

Dernier ouvrage paru : Sociologie du logement, La Découverte (2012)

Les débats sur l'élection présidentielle ignorent la question du logement. Plus de construction, plus de logements sociaux, des prix administrés voilà toutes les propositions sérieuses faites aux Français. Pourtant, ce bien marchand qui conditionne toute la vie sociale, emploi, éducation, santé, relations affectives est au centre de leurs inquiétudes. Le récent sondage commandité par seloger.com sur la « dégradation des conditions de logements » lance un énième cri d'alarme. Ce témoin de l'angoisse que suscite le logement, catalyseur de toutes les difficultés et de toutes les possibilités, sera-t-il aussi ignoré que les autres ? Que dit-il exactement ?

1- N'en déplaise aux experts qui fixent le taux d'effort pour se loger au quart des revenus, le logement est devenu un tel étouffoir financier que les ménages n'hésitent pas majoritairement à se déclarer surendettés au delà du seuil psychologique de 33%. Sans doute ne s'agit-il que de représentations mais ô combien significatifs d'un état des lieux où il n'est rare qu'un smicard parisien puisse à peine avec la moitié de son salaire habiter 9 m<sup>2</sup>, alors que d'autres ménages se résolvent à s'éloigner toujours plus loin. L'enquête de seloger.com est d'ailleurs confirmée par une étude récente du CREDOC sur les privations quotidiennes pour payer son logement (le Monde du 6 avril 2012).

2- La dégradation des conditions de logement qui hante près de la moitié des Français les conduit à s'inquiéter de toutes les atteintes à la dignité que font peser les logements mal équipés et les environnements défectueux. Le logement où l'on ne peut que dormir, sans recevoir des amis ni développer ses loisirs ne vaut-il guère mieux qu'une tanière animale ? Se percevant moins bien logés que leurs parents il sont aussi inquiets pour leurs enfants, attestant d'un sentiment généralisé de déclassement social. Mais comment ne pourraient-ils pas l'être alors que les sirènes expertes annonçant la baisse des prix restent prudentes pour les grandes villes mondiales, Paris au premier chef ? Comment ne pourraient-ils pas l'être alors que les prix resteront exorbitants pour des revenus figés dans la glaciaire des politiques budgétaires ?

3- Inquiets pour les jeunes et les mal logés, les français en appellent à la régulation des prix et convoquent les candidats à la présidentielle. Débrouillards face au mur du silence, un tiers d'entre eux envisagent la colocation, face immergée de l'immense champ des petites astuces et du bricolage qui consiste par exemple, pour survivre, à sous louer une chambre, à recevoir des touristes en habitant une semaine par mois chez

des amis. Au pays de Robin des Bois et d'Arsène Lupin, de telles stratégies illustrant l'inventivité du social peuvent faire sourire. Il n'empêche : la précarité résidentielle et un marché noir du logement s'installent subrepticement dans nos villes face au tour dramatique d'un système qui empêche les jeunes d'amorcer, faute de toutes les cautions financières de la terre, une vraie vie autonome, les condamnant à des actions d'éclat comme celles du mouvement jeudi Noir. En attendant les expulsions se multiplient...en plein XXIème siècle 100.000 ménages sont menacés d'être jetés à la rue. Pour aller où ?

Quand comprendra t-on que la fameuse « société de la connaissance » dont se gargarisent les congrès internationaux ne saurait exister sans loger correctement les étudiants en prix et en fourniture ? Quand comprendra t-on que l'étouffoir financier du logement porte atteinte à la santé au travail, à la réussite scolaire et à l'équilibre des relations affectives ? Quand comprendra t-on qu'il y a une limite au racket des possédants soucieux de leurs taux respectifs de rentabilité ?

Les solutions techniques existent(1), même si elles limitent la soif de profit des propriétaires et des financiers, voire l'accaparement cupide comme dans certaines régions françaises ( la Sologne où la quasi totalité des terres sont confisquées par quelques familles fortunées, un exemple parmi tant d'autres). En France, le logement, « cause nationale », est devenu une question aussi sclérosante que scandaleuse. La défense sauvage de l'abri prend le pas sur la solidarité et le développement économique du pays. Aucune mesure ne sera efficace tant que le droit au logement et surtout au logement décent ne saura pas reconnu non seulement comme un élément de justice sociale mais aussi comme une condition de la réussite économique de la collectivité.

(1) Yankel FIJALKOW et Jean Pierre LEVY , une autre politique du logement est-elle possible, le Monde, février 2012